

Entretien avec Mathias Rollot

À la découverte du biorégionalisme

Peux-tu te décrire en quelques lignes ?

On peut commencer par dire qu'au moins en tant qu'homme, blanc, hétéro, intellectuel, bourgeois et fonctionnaire d'État, je fais clairement partie de ceux qui ont tous les privilèges aujourd'hui ! Plus précisément, j'habite Grenoble avec ma compagne et mes deux enfants, et je travaille en tant que maître de conférences à l'école d'architecture de Grenoble. J'ai aussi une activité d'artiste-auteur, dans laquelle j'écris des livres et je participe aux débats publics. Ma préoccupation est de mettre à l'épreuve l'architecture par les luttes, de la confronter aux pensées critiques et à la question de l'émancipation. En effet, l'architecture est fondamentalement compromise, parce qu'historiquement, elle a été un outil privilégié du système, au service de la domination, voire de l'oppression. Alors, cela étant compris, en tant qu'architecte, il n'y a pas tant d'options : soit on reste dans le déni, soit on collabore, soit on déserte, soit on cherche un moyen de transformer la discipline, de la confronter pour en faire autre chose. C'est cette dernière voie que j'ai choisie, et c'est pour ça que je suis resté maître de conférences. Du reste, j'ai arrêté il y a quelques années la maîtrise d'œuvre – d'être "architecte praticien", en agence – : c'est sûr que c'est plus facile de critiquer et de prendre du recul de l'extérieur :)

Comment t'es tu rapproché des idées biorégionalistes et quel est le rapport avec ton travail ?

Très vite après mon diplôme, j'ai eu envie d'enseigner (autrement) la pratique de l'architecture. J'ai voulu comprendre si la théorie pouvait éclairer ou ré-orienter "le projet" d'architecture pour qu'il soit au service des gens, des lieux. J'ai donc démarré une thèse de doctorat en architecture, dont la question principale était : qu'est-ce que les architectes peuvent bien faire de la notion philosophique d'habiter ? Une enquête qui est parue quelques années plus tard en livre, sous le titre Critique de l'habitabilité – ce qui dit assez les conclusions auxquelles je suis arrivé ! Bref, tout ça m'a mis à la fois sur la piste de la lecture d'ouvrages théoriques, et d'une architecture au service des communautés, des lieux, de l'existant. Comment faire vraiment local, et vraiment écologique en architecture ? C'est comme ça que j'ai découvert ce courant "biorégionaliste" : par la lecture de textes traduits de l'italien, en 2013. Mais quand j'ai plongé dans tout ça, je me suis vite aperçu que ce courant ne datait pas de l'Italie d'il y a 10 ans, mais plutôt des Etats Unis d'il y a 50 ans ! Et il n'y avait pas qu'un trou énorme dans la raquette intellectuelle, mais aussi un décalage de fond : là où le courant italien m'apparaissait patrimonialisant et urbanistique, la version américaine originelle me semblait beaucoup utopique, créative, artistique et spirituelle à la fois. Politiquement, j'ai l'impression que l'un est plutôt du côté d'un communisme conservateur, largement

compatible avec des idées d'extrême-droite, tandis que l'autre est plus radicalement éco-anarchiste, décolonial et progressiste – moins simplement récupérable.

Es tu un ovni dans ton secteur professionnel ou au contraire ces idées sont partagées ?

C'est dur à dire. Honnêtement, aujourd'hui, dans l'architecture, presque tout le monde est au moins dans le local, ou dans l'écologie, ou dans les luttes sociales. Cela dit, si on cherche des personnes pointues et compétentes sur toutes ces dimensions à la fois, on en trouve déjà beaucoup moins. Et j'ai le sentiment qu'il y a encore moins de monde qui a ces casquettes tout en étant enseignant-e de "projet" et critique d'architecture. Suivant les parties de profil qu'on regarde, ça va donc de "super banal" à "assez rare" :)

Cela dit, j'en profite pour dire qu'il y a beaucoup de pensées critiques et de personnes engagées au sein

des mouvements biorégionalistes – au pluriel : des mouvements qui n'ont pas grand chose à voir les uns avec les autres.

"Le biorégionalisme, en tant que décroissance locale, est anti-impérialiste."

À l'origine, le biorégionalisme, c'était l'idée de faire l'écologie "avec" et pas "contre" les gens. C'est un mouvement qui insistait sur l'importance de repartir des vies vécues, du quotidien, pour faire société écologique locale. L'enjeu défendu, c'est celui de fonder des "cultures écologiques" : comment penser nos modes de vies de façon à ce qu'ils puissent durer sans épuiser les milieux ? Ce sont des questions d'alimentation, de manière d'habiter, de façon de s'habiller, mais aussi, donc, plus largement, de traditions et de métamorphoses, d'arts et d'artisanats, de langues et d'imaginaires multiples, etc. C'est penser des autonomies territoriales (ce qui ne veut pas dire "autarcie" ou "fermeture sur soi" !), et dire évidemment l'importance des moyens de production qui vont avec ces systèmes alimentaires, vestimentaires, etc. C'est donc, forcément, un réancrage sur le local, en tant qu'il est toujours multiculturel, dans une logique décroissante. A bien des égards, donc, c'est de l'anti-développement durable : c'est tout sauf une pensée "développementaliste" ! Le biorégionalisme, en tant que décroissance locale, est anti-impérialiste.

A l'ère du tout-numérique et de l'accélération généralisée, le mouvement biorégionaliste nous rappelle que les enjeux écologiques qu'on traverse sont liés à nos corps, à nos géographies. Il ré-ancore les débats dans des situations terrestres, avec leur caractère unique. Rien qu'en France, on ne rencontre pas tout à fait les mêmes questions écologiques à Toulon, à Brest et à Verdun. C'est une banalité de le rappeler mais les problématiques sont liées au territoire ! Donc les nécessités de changement, les opportunités et les discussions qu'il faudrait avoir sur les transformations devraient être opérées de façon situées, en dialogue entre lieux qui ont les mêmes difficultés. Hélas, on n'en est pas là. Aujourd'hui, les limites administratives et nationales semblent

des barrières infranchissables. Les territoires alpins, par exemple, rencontrent bons nombre de problématiques similaires dues aux bouleversements écologiques et sociaux en cours, et pourtant il y a très peu de réflexions et de solidarités transnationales. Et peut-être qu'on pourrait aussi apprendre des territoires de montagnes plus lointains, que ce soit les sommets marocains ou arméniens ! De même, on ne peut pas penser le Rhône, le démantèlement de ses infrastructures polluantes ou nucléaires, sa dépollution ou sa réhabilitation écologique, sans dialoguer activement, de façon transnationale avec la Suisse où il prend sa source. Le biorégionalisme



des écoles d'architecture – on ne le sait pas assez ! C'est un milieu vivant, qui fourmille de ressources, tout un monde que la société gagnerait à solliciter beaucoup plus parce qu'il porte de nombreuses méthodes, références et outils indispensables pour penser les enjeux contemporains et les transformations en cours.

Peux-tu décrire ce qu'est pour toi le biorégionalisme ?

Le biorégionalisme, c'est un mouvement d'écologie sociale qui est né dans les années 1970 aux Etats Unis, et qui s'est diffusé sur tous les continents depuis. De sorte qu'il y a pour moi, aujourd'hui,

nous rappelle donc cette évidence qu'on a aussi besoin, pour penser correctement les problématiques écologiques, de réfléchir en appui sur les écosystèmes locaux et pas uniquement au sein de nos sphères humaines.

Le biorégionalisme, pour moi, c'est en fait la seule manière de faire de l'écologie de façon cohérente : une écologie "par" et "pour" les peuples. À l'opposé des prétendues "écologies" universalistes, autoritaires, technocratiques ou néocoloniales, c'est une écologie située, qui essaie de faire redescendre les débats dans le concret de l'ici et maintenant, dans les vies vécues, les connaissances, le sensible, les expériences, les attachements, les imaginaires. C'est une mise en situation des savoirs hors-sol dont on ne sait pas quoi faire : cette histoire de "réchauffement climatique", de la "pollution", les chiffres du GIEC, etc. Et, par-là, le mouvement nous pose des questions très concrètes : sur notre conscience des milieux, sur notre compréhension du fonctionnement de ces milieux, sur notre connaissance des impacts de nos vies sur les milieux. Par exemple: qui sait d'où vient l'eau qu'iel boit à son robinet ? Très peu de gens savent répondre à cette question de base. Mais comment penser l'écologie sans commencer, déjà, par là ? En ça, le biorégionalisme pose donc la question de la transmission des savoirs écologiques. Où peut-on en apprendre plus ? Qui pour le transmettre ? Et nous-même, comment transmettrons-nous nos propres savoirs sur le local ? De nos jours, il n'y a que trop peu de lieux où on peut apprendre les savoirs écologiques et discuter des problématiques environnementales locales, où on peut expérimenter des mises en œuvre ou des systèmes agricoles nouveaux, où on peut rencontrer des personnes avec qui apprendre ou débattre... C'est un sujet qui me semble pourtant majeur.

Cela étant dit : ça fait 7 ans que j'écris et que je donne des conférences sur ce sujet, mais désormais je ne fais plus une seule conférence sans lire de long passages de l'excellent ouvrage de Fatima Ouassak, Pour une écologie pirate. Ses propos me semblent aujourd'hui indispensables pour compléter ce qui vient d'être dit, pour ne pas verser dans une pensée (de droite) limitée au "si on veut, on peut", et pour mieux comprendre en quoi la domination raciale contemporaine à des conséquences totales sur cette "écologie du sensible". Fatima Ouassak écrit par exemple, à raison : "On ne peut pas demander aux habitants des quartiers populaires de s'impliquer contre ce qui détruit la terre ici et, en même temps, leur rappeler sans cesse qu'ils n'y sont pas chez eux à coups de discriminations raciales massives dans tous les espaces sociaux, de contrôles policiers racistes, de difficultés à obtenir des papiers ou d'islamophobie plus ou moins assumée. (...) On n'est pas en position de protéger une terre en danger là où on est soi-même écrasé et sous contrôle permanent. On n'est pas en position de protéger une terre là où on n'a aucun pouvoir de changer les choses. Dans les quartiers populaires, la question écologique ne peut pas être celle de la protection de la terre – de l'environnement, de la nature, du vivant ; elle doit être celle de sa libération".

A ton avis comment une municipalité pourrait s'emparer de ces questions ?

Le plus dur est de ne pas être pessimiste. Car tu ne peux pas "faire biorégion" sans biorégionalistes, de la même façon qu'il n'y a pas de municipalité écologiste sans mode de vie écologiste de ses habitant-es. Ce que je veux dire par là, c'est que pour qu'une municipalité puisse réellement

s'emparer de ces questions, il faut que sa population s'empare elle-même pleinement de ces questions ! Tu ne peux pas attendre de la municipalité qu'elle vive écologique à ta place. Or, jusqu'à preuve du contraire, ça ne fonctionne pas tant que nos vies sont entièrement branchées sur TikTok et Cnews, Grand Place et Neyrpic. Le biorégionalisme tente de dire la nécessité d'un changement de système de valeur ; ce n'est pas qu'un autre type de scrutin, ou juste une autre répartition de "où la mairie met l'argent". Bon. Cela étant dit, j'ai quand même trois pistes de travail :)

Premièrement, je défend l'idée qu'il faut laisser les gens s'auto-organiser : favoriser les moyens de l'auto-détermination des communautés par elles-mêmes. Cela veut dire travailler avec les régies de quartiers, avec les associations, avec l'Économie Sociale et Solidaires, avec la société civile dans sa pluralité. Pas pour "recueillir leurs idées" mais pour aider ces multitudes à monter en puissance. Autrement, une municipalité biorégionaliste devrait pour moi s'attacher à organiser la dissémination du pouvoir dans des collectifs locaux.

Deuxièmement, il faut outiller les habitant-es, individuellement et collectivement, dès que possible, pour que, comme le dit la figure centrale du mouvement Peter Berg, ils et elles "soient aptes à prendre des décisions écologiquement solides" (Peter Berg, « Apprendre à se lier à un lieu de vie », 2004, en libre accès en ligne : <https://shs.hal.science/hal-02632673v1>). C'est la question des savoirs et savoir-faire évoquée précédemment. Une municipalité biorégionaliste devrait pour moi offrir des outils, ressources, personnes, moyens pour fonder les débats populaires sur des bases solides. Par exemple : contrairement à ce qu'on peut entendre régulièrement à Grenoble, tous les rapports de recherche et études scientifiques sérieux que j'ai pu consulter montrent par exemple que la piétonnisation est favorable aux petits commerces et à la vitalité économique des centres villes. On est donc en droit d'imaginer que la diffusion publique de ces études serait utile pour nourrir les discussions des groupes qui militent encore aujourd'hui pour plus de bagnoles...

Troisièmement, il me semble que l'époque requiert de nous qu'on devienne "autre", qu'on change radicalement. Or, on devient "autre" quelque part, pour autant qu'on ne peut pas transformer sa vie pour qu'elle devienne écologique avec google, la télévision, Instagram ou juste dans son entre soi amical. Il faut donc ouvrir des lieux de rencontres qui aient cette capacité à nous transformer – pour qui ça intéresse j'ai écrit un petit article en libre accès en ligne là dessus, intitulé "Où devenir autre ?", sur le site Topophile (<https://topophile.net/savoir/ou-devenir-autre/>). Des lieux métissés, des lieux où apprendre des choses concrètes, des lieux où se faire bousculer (intellectuellement, politiquement), des lieux où organiser et décloisonner les luttes mais aussi les savoirs et les énergies. Or, la municipalité a une puissance d'agir que les citoyens et les collectifs n'ont pas. Il me semble qu'il est donc de la responsabilité de la municipalité de faciliter d'une part l'appropriation de l'espace public, et de faciliter d'autre part l'ouverture de lieux en dur, d'espaces au service de dispositifs d'éducation populaire, par et pour les gens.

La commune est-elle la bonne échelle pour s'emparer de ces questions-là ?

Oui et non. "Oui", parce qu'il faut une échelle à



laquelle on peut raisonnablement parler du local, et les échelles communales et inter-communales semblent bonnes pour ça. "Non", car tout est enchâssé, plus que jamais. Par exemple, les enjeux locaux posés par ST Micro sont évidemment pris dans des dynamiques globales, contre lesquelles la commune n'a pas tout pouvoir. Dire qu'on ne peut faire l'économie du local pour aborder les problématiques globales, ce n'est pas dire que le local suffit ou qu'il n'y a plus de global. C'est dire qu'il faut les deux à la fois, que l'un ne peut aller sans l'autre.

Le municipalisme de Murray Bookchin, par exemple, est-il compatible avec les idées biorégionalistes ?

Oui, tout à fait :) Pour aller plus loin sur le sujet, je vous renvoie aux deux articles sur le sujet de l'ethnologue Marin Schaffner : "Faire confluer municipalisme et biorégionalisme" (sur Topophile encore : <https://topophile.net/savoir/faire-confluer-municipalisme-et-bioregionalisme-1-2/>)

Le bio-régionalisme peut-il être récupéré par l'extrême droite ? Ou au contraire est il un rempart aux idées réactionnaires ?

A mon avis, tout peut être récupéré par l'extrême droite. D'ailleurs, le biorégionalisme a déjà été récupéré par l'extrême droite, en France comme ailleurs. Pire : il est même arrivé en France par l'extrême droite, car la toute première fois qu'on en a entendu parlé en France, c'est dans la revue Élement (média d'extrême droite), via une interview de Peter Berg par Alain de Benoist au début des années 2000. Donc la récupération n'est ni un fantasme, ni un avis pessimiste : c'est un fait et une évidence à la fois. J'ai tellement conscience de ce problème que c'est d'ailleurs sur cet angle précis que j'ai basé mon travail sur ce courant depuis 2018, date à laquelle j'ai commencé à publier à ce sujet.

Si j'ai poursuivi malgré tout avec cette idée, ce n'est pas juste pour mettre en garde : c'est que, paradoxalement, je pense que le biorégionalisme peut aussi être un rempart contre les idées réactionnaires et xénophobes, autant que contre l'impérialisme et les politiques néocoloniales. En un certain sens, il suffit "juste" de prendre ce principe comme il était proposé initialement, c'est-à-dire via une écologie sociale et radicale, et non

pas comme un mot-valise, un faire-valoir ou un nouveau mot à la mode pour servir les mêmes idées du local-aux-locaux. Mais, plus raisonnablement, il faut aussi le renforcer avec les démonstrations implacables offertes par les pensées féministes et décoloniales.

Pour moi, le biorégionalisme parle de “devenir autochtone”, de refus des frontières, d’indigénité, d’appartenances libres et écologiques aux territoires. Il le fait pour moi de façon tout à fait parallèle à ce qu’évoque Fatima Ouassak, militante et intellectuelle antiraciste, dans son livre Pour une écologie pirate déjà mentionné. Et quand le philosophe nigérian Bayo Akomolafe écrit qu’“une manière différente de penser la décolonisation pourrait être de la concevoir comme la pratique de l’intimité avec le lieu où l’on se trouve” (<https://www.terrestres.org/2022/02/02/a-mes-ami%C2%B7es-blanc%C2%B7hes/>), il ne s’inscrit pas moins dans ce que j’appelle un biorégionalisme décolonial. De même, pour les réflexions écologiques et décoloniales développées par Achille Mbembé dans son ouvrage La communauté terrestre. Ou encore quand la militante afro-féministe Bell Hooks évoque l’importance de Cultiver l’appartenance aux lieux – justement dans une optique de libération et d’émancipation. Et bien sûr que les appels à défaire “l’habiter colonial” de Malcom Ferdinand ne vont pas moins dans le même sens ! C’est avec toutes ces personnes et pensées (et bien d’autres encore) que je pense qu’il faut aborder ce courant si on veut avoir une chance de l’adresser sous un angle explicitement antiraciste et libertaire, et empêcher récupération et malentendus. C’est, en tout cas, ce que j’essaie modestement de faire aujourd’hui.

Le biorégionalisme pose donc des questions savonneuses : d’identité, d’appartenances aux lieux, d’autochtonie... tout comme l’extrême droite ! Mais le courant apporte des réponses radicalement opposées. En faisant ça, il va confronter l’extrême droite sur son propre terrain,

pour ne pas leur laisser la main sur ces sujets importants pour tout le monde.

On devrait pour moi ajouter un niveau de débat encore trop absent : ce fait que les milieux, les cultures, les paysages, l’agriculture vont se transformer entièrement, qu’on le veuille ou non. Non seulement parce que les bouleversements du Système-Terre sont déjà trop avancés, mais aussi parce qu’aucun signe ne témoigne d’une transformation réelle des sociétés et modes de vie – rien ne change vraiment, rien n’est vraiment en place pour arrêter la catastrophe en cours. Puisque tout va radicalement changer dans nos territoires, et à très court terme, les pensées conservatrices se trouvent donc dans une impasse. Elles sont devenues impossibles. Non seulement on ne peut revenir en arrière, mais en plus, le monde tel qu’il

"je pense que le biorégionalisme peut aussi être un rempart contre les idées réactionnaires et xénophobes"

est n’existera bientôt plus. Tout simplement. Donc on ne peut juste plus être réactionnaire dans ce contexte, ça n’a aucun sens. La seule issue est celle de la fiction collective, de “l’utopie radicale” (Alice Carabédian), de la co-conception du monde nouveau qui arrive. Ce n’est même plus un choix politique ou éthique ; c’est un impératif écosystémique, qui s’impose à pour toustes. Je trouve qu’on devrait poser ces questions plus directement, plus souvent, en écho à la fois avec les apports des pensées biorégionalistes et décoloniales.

Peux-tu nous conseiller des références pour approfondir cette thématique ?

Il y a déjà tous les excellents ouvrages et articles décoloniaux déjà conseillés ci-dessus ! Ensuite, sur

le sujet exact du biorégionalisme, on pourra lire le petit Qu’est-ce qu’une biorégion ? paru chez Wildproject il y a quelques années, ou l’ouvrage collectif Écologie des biorégions paru aux éditions Terre Urbaine. Pour qui s’intéresse à l’architecture, mon dernier livre Décoloniser l’architecture aborde aussi ces sujets à sa manière. Sur le sujet des politiques de l’eau et des bassins-versants, au prisme des littératures biorégionales, il y a sinon les livres collectifs Les Veines de la Terre et Vers des politiques des cycles de l’eau que nous avons piloté avec Marin Schaffner (et François Guerroué pour le premier).

Une anecdote sur toi ?

Je suis content d’avoir exposé pour la première fois des photographies que j’ai faites ! C’est pendant tout le mois d’octobre, chez Mana, rue St-Jacques. Ça avait beau être des photos d’animaux que j’ai faites dans le cadre de mon travail – je prépare un livre sur “l’architecture et l’animal” –, travailler à cette exposition en tant que photographe m’a bien changé les idées par rapport à mon travail habituel. Et puis, c’est un plaisir parce que j’ai un attachement particulier à la question animale, aux luttes “antispécistes” et aux communautés véganes. Ça ne me semble pas être un point de détail de la question écologique, quoi qu’on en entende que trop peu parler et que les convergences de luttes entre ces mouvements restent assez rares.

Team pétanque ou trail ?

Aucun des deux : team skate park ! (qui est souvent à côté du terrain de pétanque).

Team Printemps républicain ou Frères musulmans ?

Aucun des deux : team “scientifique en rébellion” !

Si tu pouvais te poser une question ?

Je n’ai pas trouvé. J’en parlerai à ma psy :)

Illustrations réalisées à l’encre de chine par Amélie G.

